

Brochure n° 3304

Convention collective nationale

IDCC : 2190. – **MISSIONS LOCALES ET PAIO**

AVENANT N° 39 DU 1^{ER} JUILLET 2010
RELATIF À LA CRÉATION D'UNE COMMISSION PARITAIRE NATIONALE
DE VALIDATION

NOR : ASET1051268M
IDCC : 2190

Entre :

L'UNML,

D'une part, et

La FNPOS CGT ;

Le SYNAMI,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification de la convention collective nationale des missions locales et PAIO en ajoutant un article 9.8.

« Article 9.8

Commission paritaire nationale de validation

Dans le cadre des dispositions légales issues de la loi du 20 août 2008 (art. L. 2232-21 à L. 2232-23 du code du travail), une commission paritaire de branche doit être saisie pour valider ou non les accords conclus avec des représentants élus du personnel dans les structures de moins de

200 salariés dépourvues de délégué syndical ou de délégué du personnel désigné comme délégué syndical dans les structures de moins de 50 salariés.

Cette instance sera dénommée : commission paritaire nationale de validation (CPNV).

L'accord collectif ainsi conclu avec les représentants du personnel et validé par la CPNV ne peut entrer en application qu'après avoir été déposé à la DIRECCTE, au même titre que tout accord collectif (art. L. 2232-28 du code du travail). Ce dépôt s'accompagne d'un extrait du procès-verbal de validation de la commission nationale de branche.

9.8.1. Composition

La commission paritaire de branche chargée d'approuver les accords d'entreprise sera composée d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant de chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche et d'un nombre égal de représentants des organisations professionnelles d'employeurs.

9.8.2. Objet

La commission paritaire de branche contrôlera que l'accord collectif n'enfreint pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables. Elle aura tout pouvoir de décision.

La CPNV se prononcera sur la validité ou la non-validité de l'accord dans un délai de 4 mois suivant sa transmission au secrétariat des commissions par lettre recommandée avec avis de réception.

Si la commission décide de ne pas valider l'accord, la décision est motivée et l'accord est réputé non écrit.

Si la commission ne se prononce pas dans le délai imparti, l'accord est réputé validé.

Chaque fois que cela sera possible, cette instance se réunira à l'occasion des commissions paritaires nationales de négociation.

9.8.3. Fonctionnement

Le règlement intérieur des commissions paritaires nationales définira les règles de fonctionnement de cette instance.

9.8.4. Financement

Cette commission sera financée conformément à l'article 9.7 de la convention collective. »

Article 2

Les parties signataires de cet avenant s'engagent à en demander l'extension.

Article 3

Date d'effet

Le présent avenant prendra effet le 1^{er} juillet 2010.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2010.

(Suivent les signatures.)

